



AGIR POUR LE LOGEMENT



CONFÉRENCE DE PRESSE

Un marché record en 2019
qui risque de devenir, en 2020, un marché d'exclusion



#confFNAIM



@fnaim



[@jmtorrollion](#)
Jean-Marc Torrollion



[@Loïc Cantin](#)
Loïc Cantin



#confFNAIM @FNAIM @jmtorrollion | www.fnaim.fr

Mercredi 15 Janvier 2020





AU PROGRAMME

- ▀▀ Analyse du marché du logement
- ▀▀ Politique du logement
- ▀▀ La loi Hoguet : 50 ans pour construire une branche professionnelle
- ▀▀ Annexes





ANALYSE DU MARCHÉ DU LOGEMENT

Jean-Marc TORROLLION, Président de la FNAIM





RÉSULTATS BAROMÈTRE FNAIM TRIMESTRIEL DU MARCHÉ DU LOGEMENT

NOUVEAU

POURSUITE DE LA DYNAMIQUE DU MARCHÉ

D'après l'enquête réalisée par la FNAIM auprès de **700 professionnels de l'immobilier** en novembre 2019 pour connaître leur **perception sur le marché du logement** :

Évolution OFFRE



Évolution DEMANDE



Évolution PRIX à 6 mois

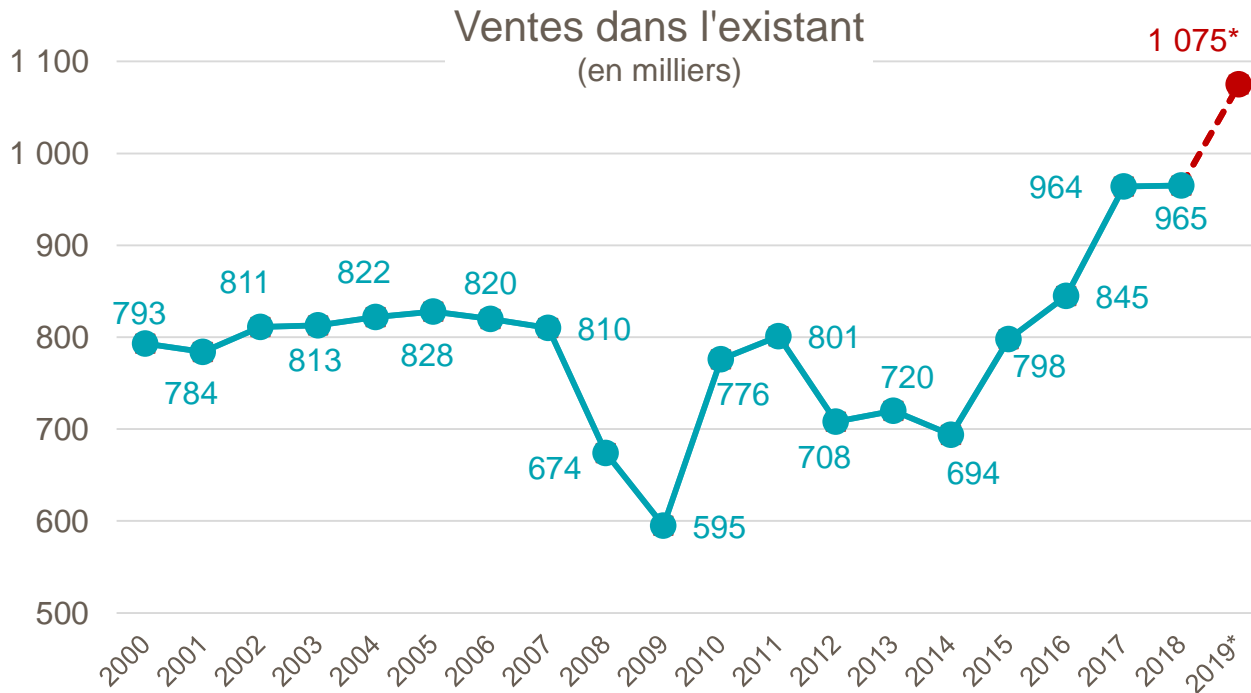




NOMBRE DE VENTES : UN VOLUME DE TRANSACTIONS EN FORTE HAUSSE EN 2019

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC), estimation FNAIM pour 2019

1 070 000 ventes réalisées sur un an à fin novembre,
1 075 000 ventes estimées par la FNAIM à fin décembre 2019, soit **+11,4%** vs 2018.



En 5 ans
+ de 380 000
ventes
supplémentaires
soit
+ 55%

* estimation 2019

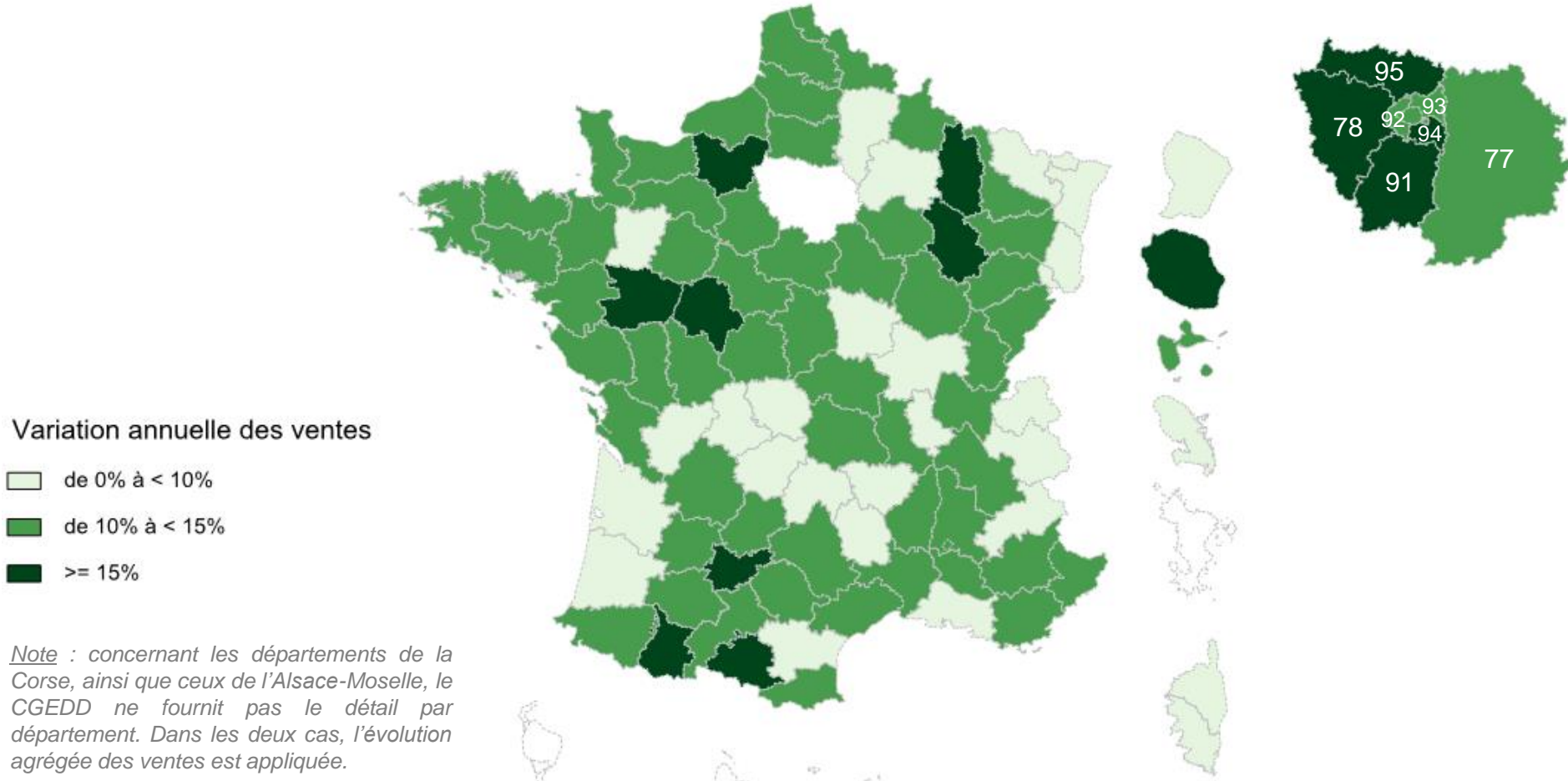




HAUSSE DES VENTES DE LOGEMENTS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Source : estimation Fnaim des ventes annuelles & départementales de logements en 2019 à partir des données CGEDD, et notaires IDF à fin novembre 2019

1 075 000 ventes estimées pour l'année 2019 (+11,4 % France entière)

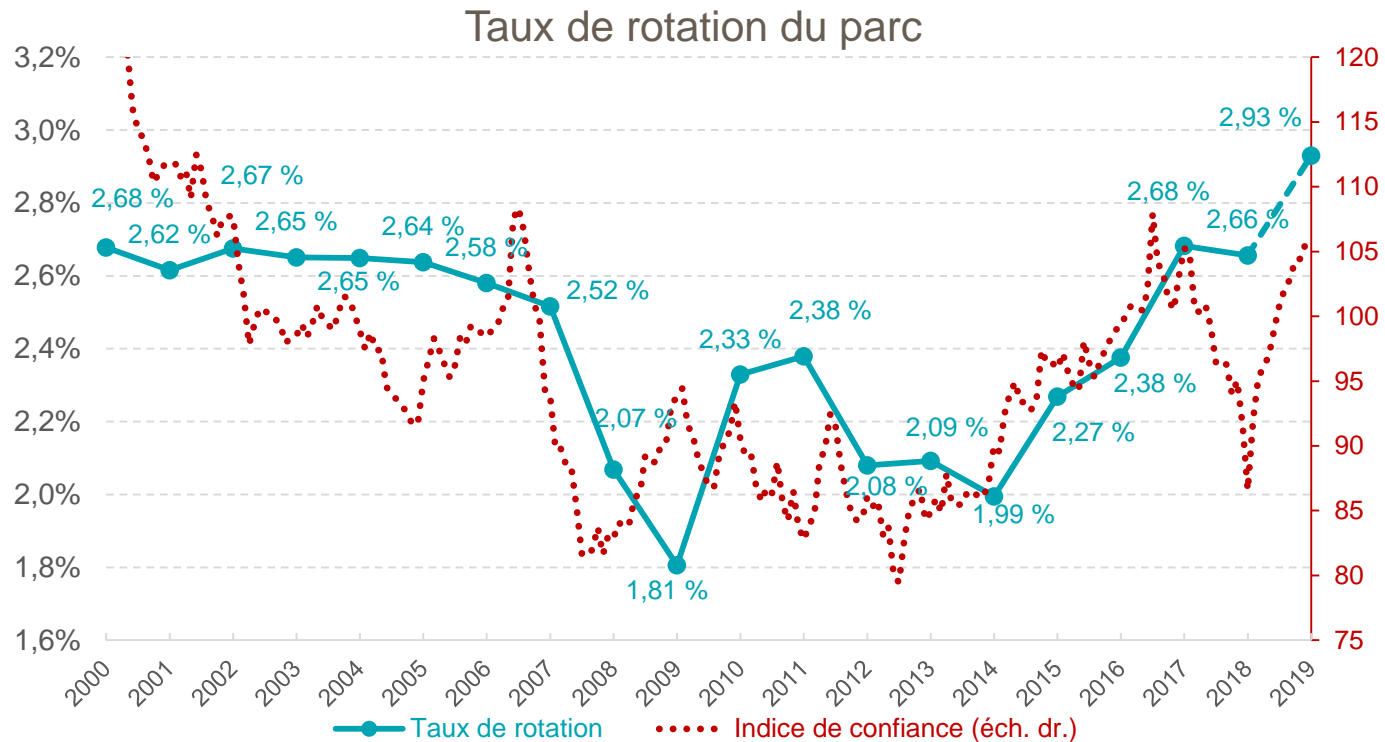


UNE ROTATION DU PARC TRÈS ÉLEVÉE

Source : Insee (parc de logements & Indice de confiance des ménages), FNAIM (estimation des ventes à partir des données CGEDD arrêtées à fin novembre 2019)

NOUVEAU

Le **taux de rotation** est au plus haut depuis plus de 20 ans, soutenu par des taux d'intérêt historiquement bas et une **confiance des ménages** retrouvée.






Taux de rotation : nombre de ventes de logements rapporté au parc de logements. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique.



LA HAUSSE DES PRIX DE VENTE AU M² SE POURSUIT AU MÊME RYTHME

CORRIGÉE DE L'INFLATION, L'ACCÉLÉRATION DE LA HAUSSE DES PRIX EST SIGNIFICATIVE

	2019 <i>Inflation 2019 à fin nov : +1,0%</i>	Rappel 2018 <i>Inflation 2018 : +1,8%</i>	Rappel 2017 <i>Inflation 2017 : +1,0%</i>
FRANCE ENTIÈRE 	2 700 €/m² + 3,1 %	2 620 €/m ² + 2,7 %	2 550 €/m ² + 4,2 %
APPARTEMENTS 	3 650 €/m² + 3,9 %	3 513 €/m ² + 3,8 %	3 385 €/m ² + 4,9 %
MAISONS 	2 222 €/m² 2,1 %	2 176 €/m ² + 1,5 %	2 143 €/m ² + 3,7 %

Source : FNAIM (au 10 décembre 2019), INSEE (inflation)



ÉVOLUTION DES PRIX DE VENTE AU M² SUR UN AN DANS LES CAPITALES RÉGIONALES

(APPARTEMENTS - 2019 / 2018)

Source : FNAIM (au 10 décembre 2019), INSEE

Évolution prix vente au m²

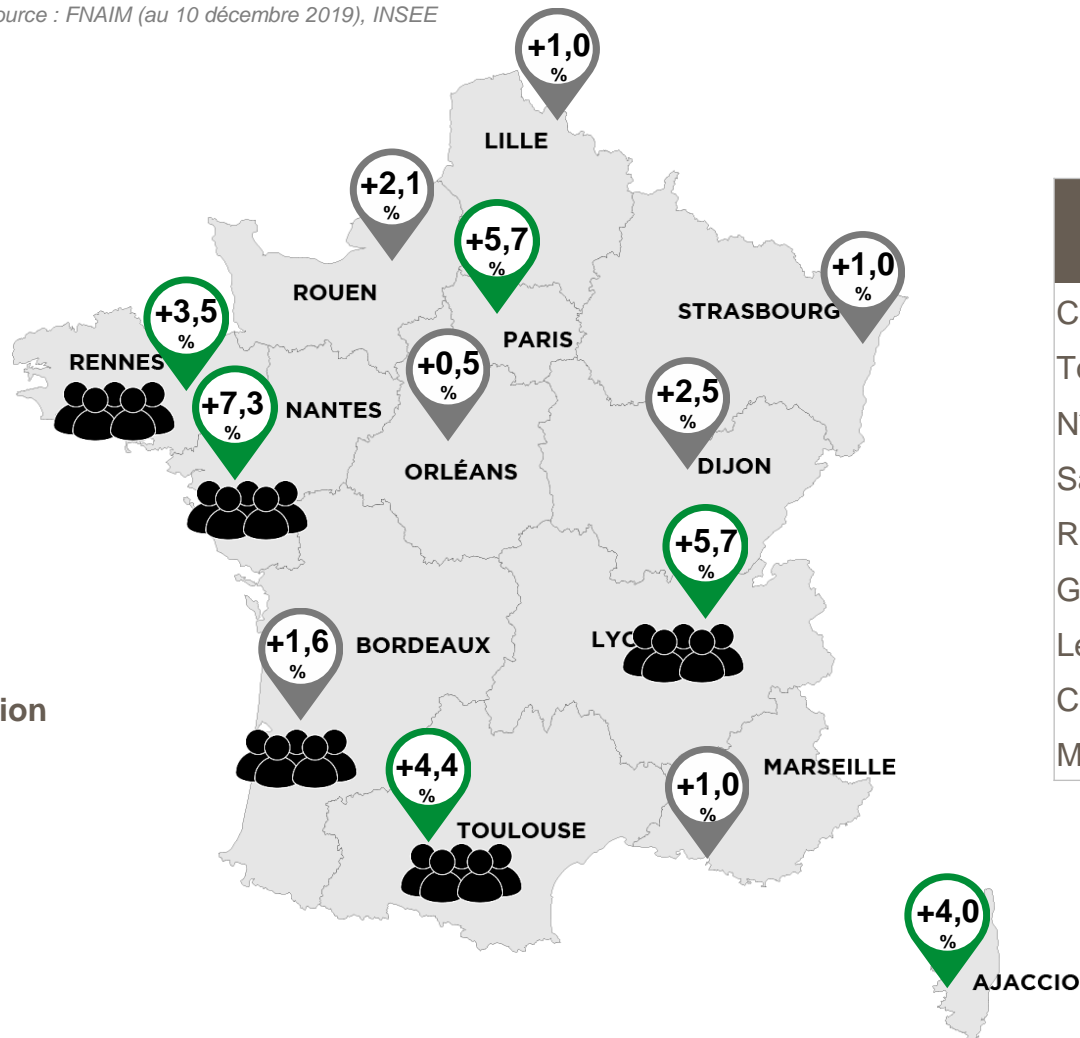
 < 0%

 Entre 0% et 3%

 > 3%

Évolution de la population de 2011 à 2016 :

- Nantes +6,5%
- Toulouse +6,3%
- Bordeaux +5,3%
- Lyon +5,0%
- Rennes +4,0%



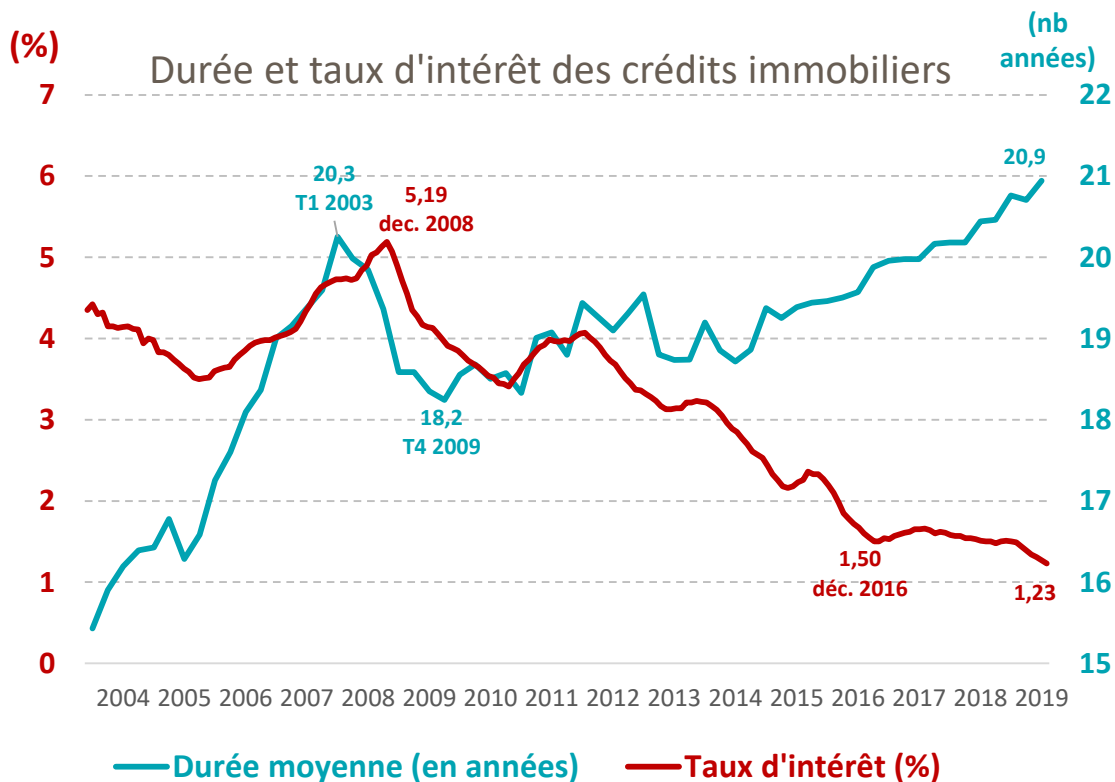
Hors capitales régionales

Caen	6,3%
Tours	3,3%
Nîmes	2,1%
Saint-Etienne	1,8%
Reims	1,4%
Grenoble	1,1%
Le Mans	0,6%
Clermont-Ferrand	-0,1%
Metz	-0,4%

CRÉDITS À L'HABITAT : TAUX STABILISÉS À UN NIVEAU HISTORIQUEMENT BAS, DURÉE MOYENNE TOUJOURS EN HAUSSE

Source : Banque de France (hors rachats et renégociations de crédit, taux assurance incluse, octobre 2019)

La durée moyenne des crédits immobiliers a dépassé 20 ans, afin d'accompagner la hausse des prix que le faible niveau des taux, seul, ne parvient pas à compenser. Elle devrait toutefois se stabiliser en lien avec les recommandations du HCSF*.



Dernier point : octobre 2019 pour les taux, T3 2019 pour les durées.

*Haut Conseil Stabilité Financière, en décembre 2019



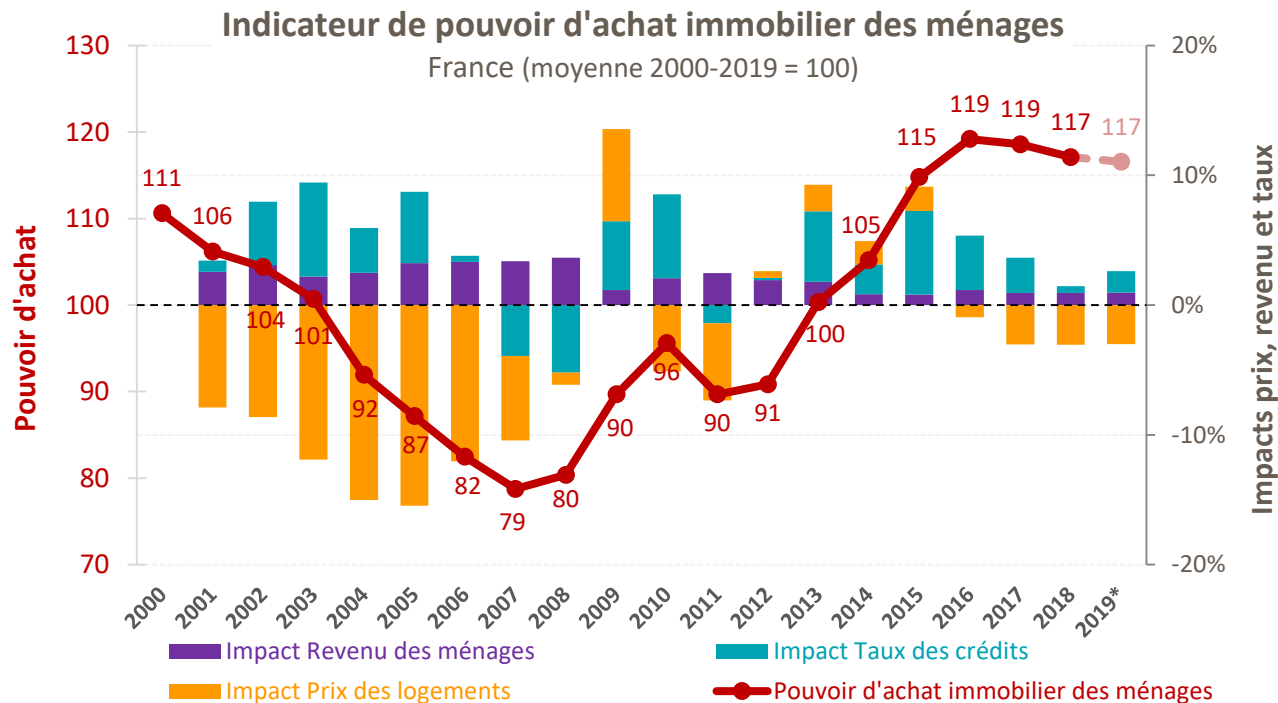
INDICATEUR DE POUVOIR D'ACHAT IMMOBILIER



Source : Banque de France (taux assurance incluse, octobre 2019), INSEE (revenu (niveau de vie)), calculs FNAIM (base 100 = moyenne 2000-2019)

NOUVEAU

Depuis 2016, le pouvoir d'achat des ménages est assez stable, la hausse des prix étant compensée par la baisse des taux et la hausse du revenu par ménage



Lecture du graphique : en 2018, l'indice du pouvoir d'achat immobilier est égal à 117, ce qui signifie que le pouvoir d'achat est supérieur de 17 % à la moyenne de la période 2000-2019 (base = 100).

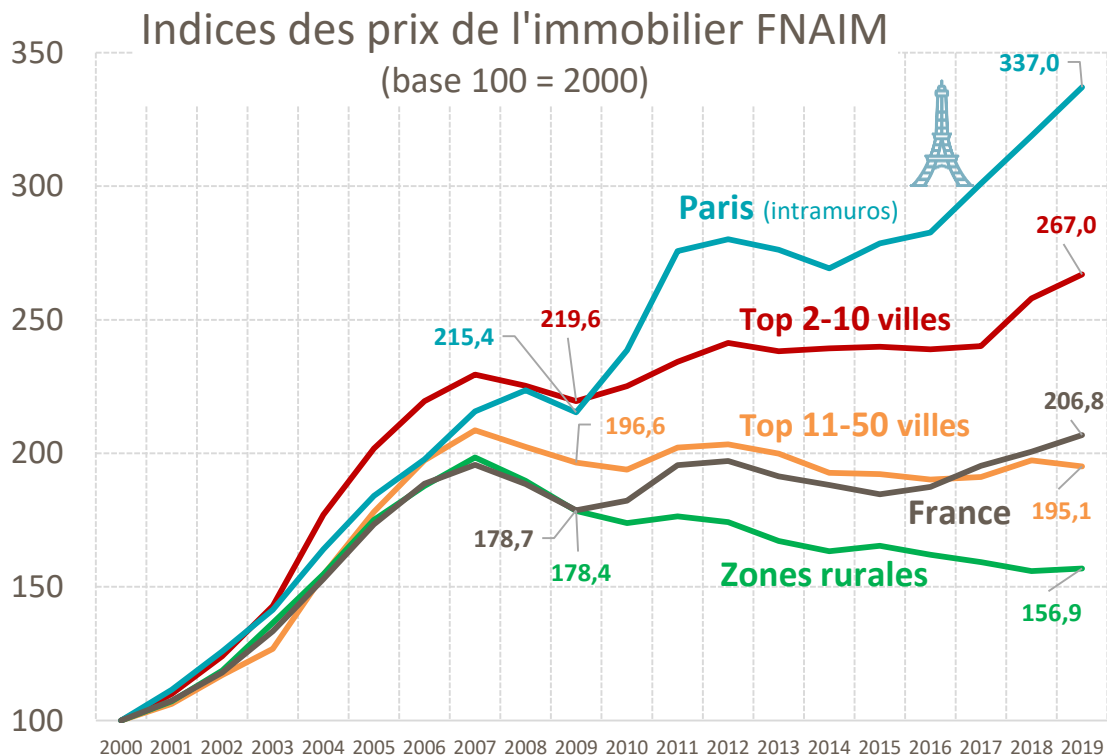
L'indicateur de pouvoir d'achat immobilier FNAIM reflète la quantité de surface achetable chaque année dans l'existant pour une durée de remboursement de 20 ans, des taux d'intérêt moyens immobiliers (Banque de France) et l'indice du prix des logements FNAIM. Cette approche prend également en compte l'évolution du revenu (niveau de vie) mais ne tient pas compte de l'évolution des droits de mutation ni de l'apport personnel.





UN MARCHÉ À PLUSIEURS VITESSES

L'ÉVOLUTION DES PRIX DIFFÈRE FORTEMENT SUIVANT LA TAILLE DES COMMUNES



Source : FNAIM

	Évolution des prix sur :		
	1 an	5 ans	10 ans
France	+3,1 %	+9,9 %	+15,7 %
Paris (intra-muros)	+5,7 %	+25,2 %	+56,5 %
Top 2-10 villes	+3,5 %	+11,6 %	+21,6 %
Top 11-50 villes	-1,2 %	+1,3 %	-0,7 %
Zones rurales	+0,6 %	-4,0 %	-12,1 %

	Représentativité France	
	% population	% ventes
Paris (intra-muros)	3,4%	3,9%
Top 2-10 villes	5,3%	6,5%
Top 11-50 villes	7,7%	8,2%
Zones rurales	22,4%	20,1%

Source : FNAIM (au 10 décembre 2019), INSEE (population), DVF (ventes)

L'indice « top 2-10 villes » regroupe les 10 plus grandes villes de France hors Paris (Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Bordeaux, et Lille). L'indice « top 11-50 villes » regroupe les 50 plus grandes villes de France en dehors des 10 plus grandes villes (cf. liste en annexe). Il s'agit dans les deux cas du prix des appartements. Pour l'indice « zones rurales », il s'agit du prix des maisons des communes appartenant aux unités urbaines classées comme « rurales » par l'INSEE (environ 28 000 communes, et 22% de la population).



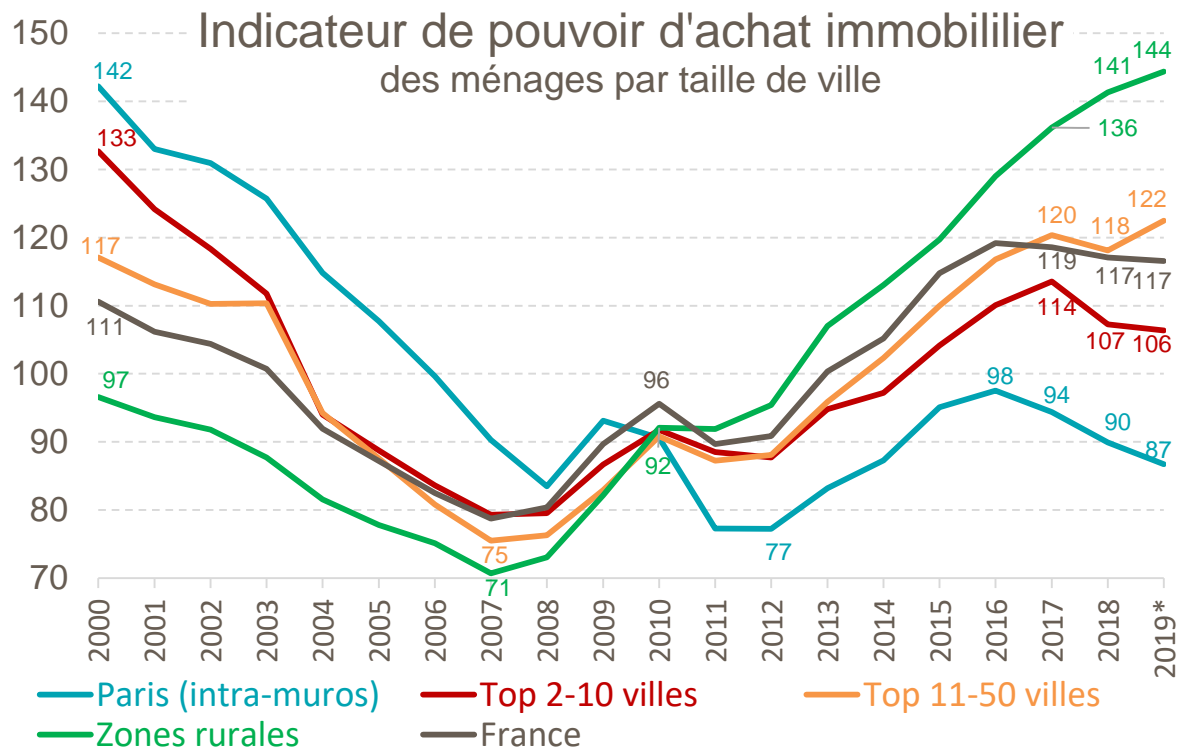


INDICATEUR DE POUVOIR D'ACHAT IMMOBILIER VILLES



NOUVEAU

L'ÉVOLUTION NATIONALE DU POUVOIR D'ACHAT IMMOBILIER MASQUE D'IMPORTANTES DISPARITÉS



	Evolution sur 9 ans (2010-2019*)		
	Effet prix	Effet revenu	Effet taux
France	-13 %	+12 %	+23 %
Paris (intra-muros)	-46 %	+13 %	
Top 2-10 villes	-19 %	+12 %	
Top 11-50 villes	-1 %	+10 %	
Zones rurales	+10 %	+15 %	

* estimation

Source : Banque de France (taux assurance incluse, octobre 2019), INSEE (revenu (niveau de vie)), calculs FNAIM (base 100 = moyenne 2000-2019)

Lecture du graphique : en 2018, l'indice du pouvoir d'achat immobilier dans les communes rurales est égal à 141, le pouvoir d'achat dans ces communes est donc supérieur de 41% à la moyenne de la période 2000-2019 (base=100)



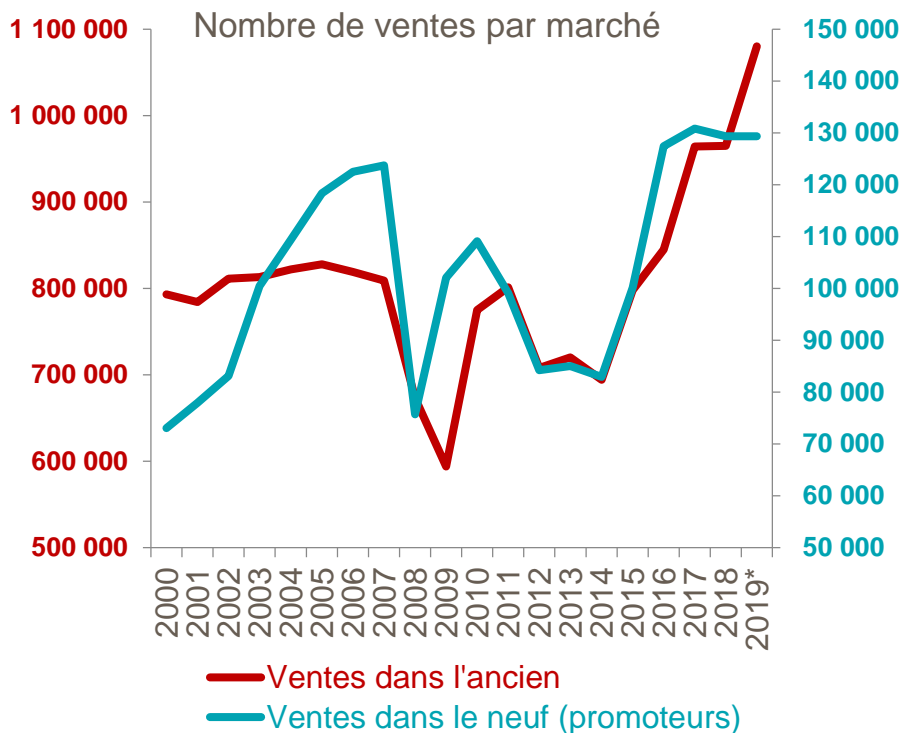
COMPARAISON DES MARCHÉS DU NEUF ET DE L'ANCIEN

NOUVEAU

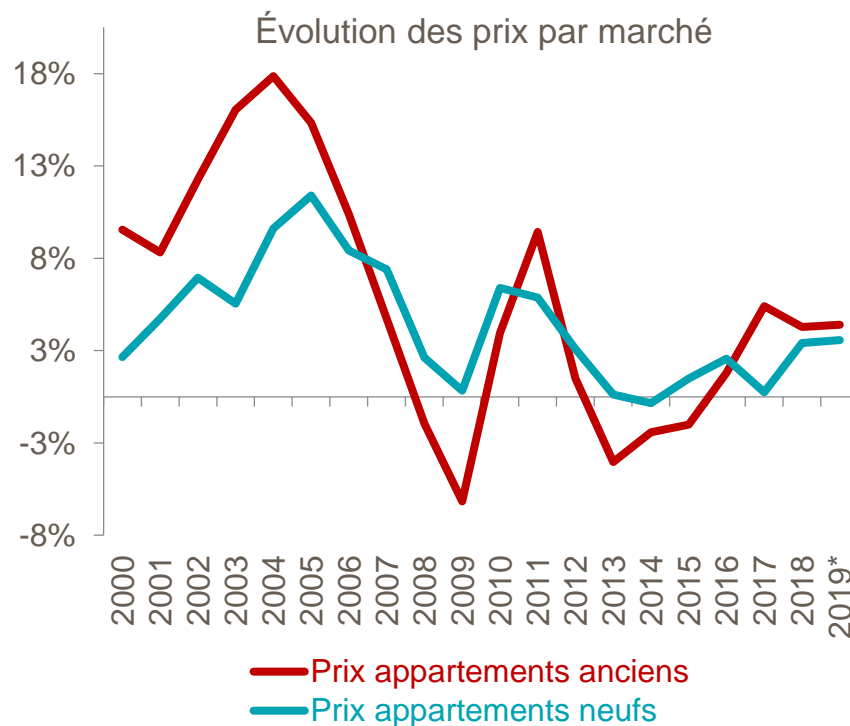
Les marchés du neuf et de l'ancien sont liés.

Les ventes évoluent de manière comparable depuis 20 ans mais **l'amplitude de variation des prix est plus grande dans l'ancien que dans le neuf.**

Source : SDES, Sit@del2 T3 2019, FNAIM (au 13 juin 2019)

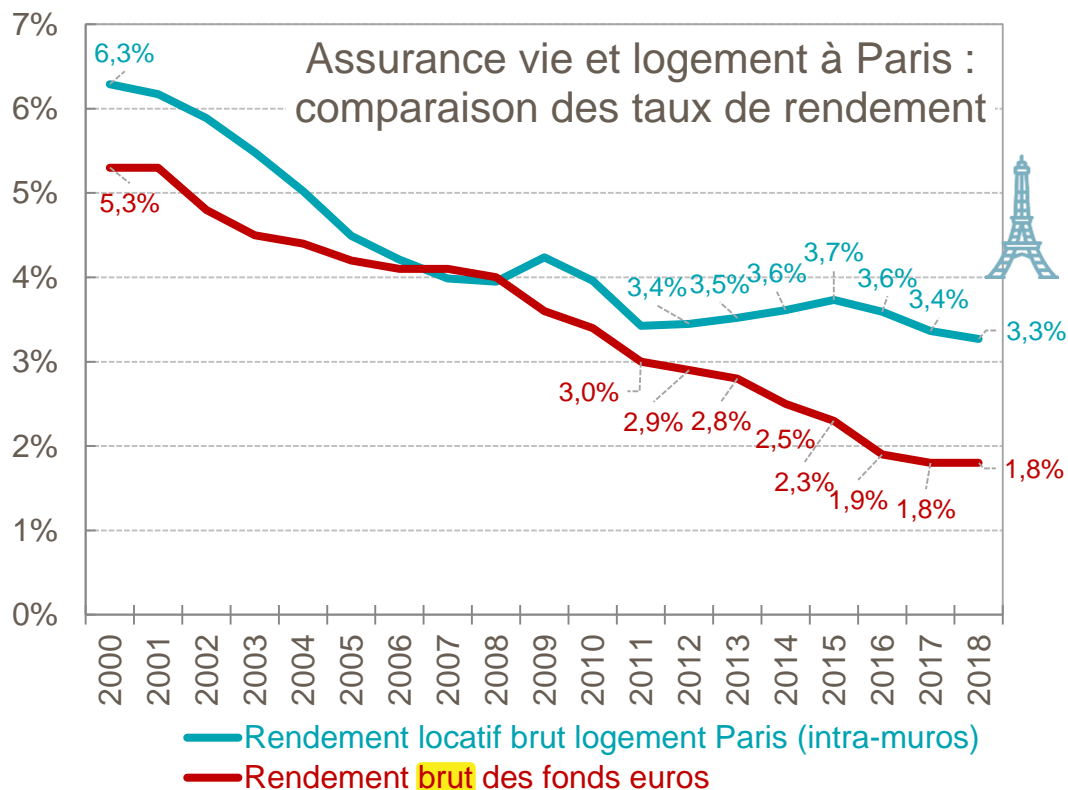


* estimations 2019



PLACEMENTS : LE LOGEMENT EST-IL SI ATTRACTIF EN RAISON D'UN MANQUE D'ATTRACTIVITÉ DES PLACEMENTS ALTERNATIFS ?

NOUVEAU



Parmi les grandes villes françaises, Paris a le taux de rendement locatif brut le + faible

Source : Insee (indice de prix), Notaires (prix), OLAP (loyers de relocation), Fédération Française des sociétés d'Assurances (taux de rendement des fonds en euros)

Indicateurs à surveiller :

- ✓ Taux d'intérêt
- ✓ Confiance des ménages et niveau de l'emploi
- ✓ Rebond de la construction post élections municipales ?



En 2020, dans un contexte où les taux devraient rester bas, une bonne tenue du marché est prévue :

- ✓ Le **nombre de ventes** se consoliderait **autour du million**, bridé par la raréfaction de l'offre.
- ✓ **Une hausse des prix moins importante** à attendre :
 - **+2 % en France** par rapport à 2019
 - **+4 % à Paris** première couronne et dans les grandes villes
 - **Stabilité en zone rurale.**



POLITIQUE DU LOGEMENT

Jean-Marc TORROLLION, Président de la FNAIM





RÉTROSPECTIVE 2019



Une bonne lancée en début d'année

- ✓ Mise en place du **dispositif Denormandie** : un rééquilibrage neuf / ancien et une complémentarité avec le Pinel
- ✓ Plan d'investissement d'**Action Logement** de 9 milliards d'€
- ✓ Lancement de trois **missions** sur le logement et le foncier



Les orages du printemps-été

- ✓ Des attaques contre les propriétaires, heureusement limitées dans la **loi Energie**
- ✓ Retour de l'**encadrement des loyers** à Paris
- ✓ Polémique sur la **taxe foncière** : réévaluations de certaines valeurs locatives, en Isère notamment



L'automne des incertitudes

- ✓ Un **budget 2020** décevant : CITE, pas de nouveautés, baisse des APL
- ✓ Réforme du **droit de la copropriété** : incertitude sur le PPT
- ✓ Vers une proposition de loi **Nogal**
- ✓ Recommandations de **restriction du crédit** du HCSF





FOCUS 1 : 100 MILLIARDS D'EUROS DE PRÉLÈVEMENTS

Source : CSL 2018 et Cour des Comptes et DGFIP pour la taxe d'habitation et l'IFI

- ✓ **100 Mds €** de prélèvements sur le logement en 2018 (+0,4 % malgré la baisse de la taxe d'habitation) contre **40 Mds €** d'aides au logement (-4,9 %)

Type d'impôt	Prélèvement	Montant 2018 (en millions)	Évolution 2018/2017
Détention et usage	Sur les revenus tirés de la location immobilière *	7 373	+3,0 %
	Taxe foncière (propriétés bâties)	22 453	+1,5 %
	Taxe d'habitation **	20 761	-10,6 %
	Autres prélèvements sur l'usage ou la détention ***	20 081	+5,0 %
Investissement	TVA sur logements neufs, sur travaux d'amélioration, ...	14 742	+3,9 %
Mutations	DMTO	12 119	+4,4 %
	Autres (plus-values, ...)	1 972	+19,6 %
Total		99 501	+0,4 %

- ✓ En 4 ans, DMTO : +50 %, taxe foncière : +11,3 %

* CRL, IR, IS, CSG, CRDS, prélèvements sociaux, prélèvements sur les profits immobiliers des personnes domiciliées hors de France.

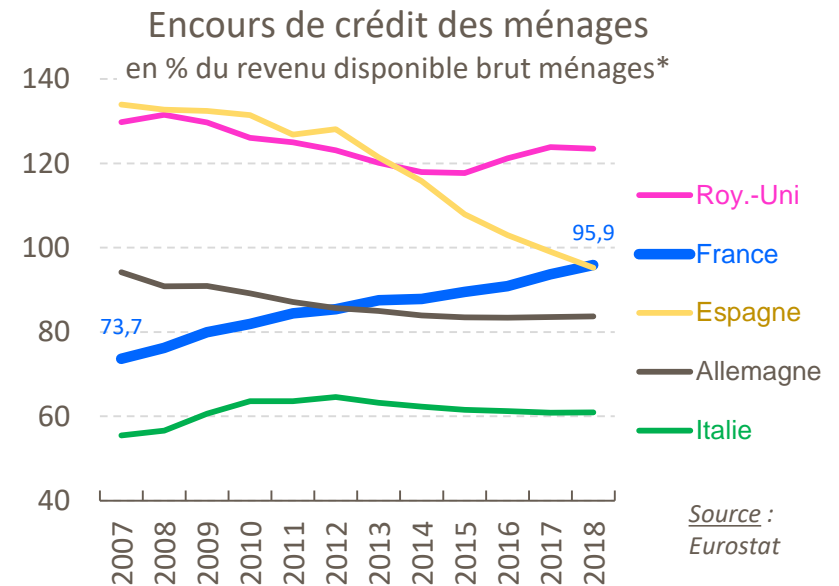
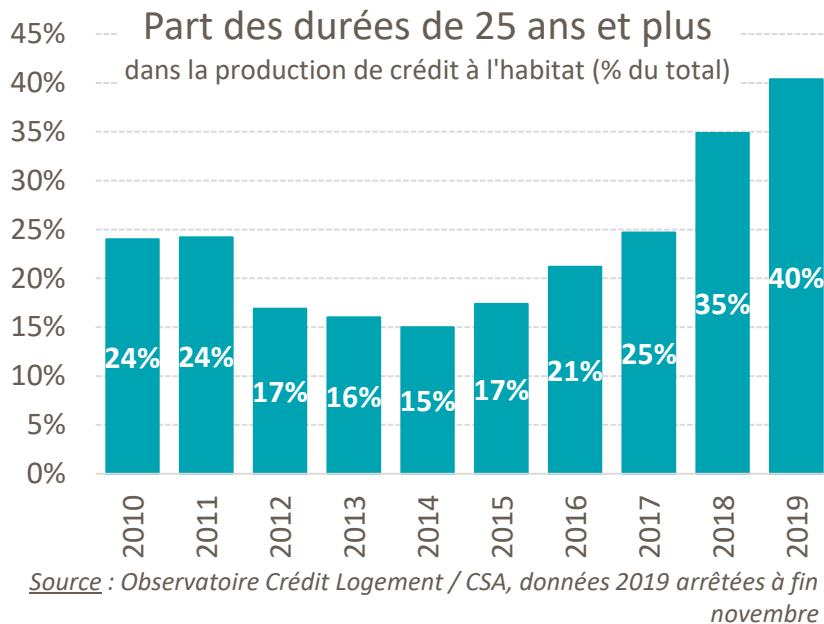
** la taxe d'habitation est considérée dans la comptabilité nationale comme une taxe sur les revenus, elle n'est donc pas incluse dans les prélèvements sur le logement dans le Compte du logement. La taxe d'habitation a rapporté 23 801 millions d'euros en 2018 auxquels il faut retrancher le dégrèvement de taxe d'habitation de 3 040 millions d'euros.

*** TVA et taxes pesant sur les consommations associées au service de logement (énergie, travaux, eau, charges, ...), IFI, taxe sur les logements vacants, ... L'évolution annuelle ne tient pas compte de l'IFI (qui a remplacé l'ISF).



FOCUS 2 : LA FNAIM S'OPPOSE À L'ENCADREMENT DU CRÉDIT

- Le HCSF alerte sur une **surchauffe du crédit immobilier** et souhaite éviter la poursuite de l'assouplissement des critères d'octroi
- Et recommande : taux d'effort maximal de 33 % du revenu et durée ne dépassant pas 25 ans



Pourtant, la France a démontré que son modèle de crédit est sain

* Revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution = revenus d'activité + revenus fonciers + prestations sociales - cotisations sociales - impôts.



FOCUS 3 : RÉFORME DE LA COPROPRIÉTÉ ORDONNANCE ADOPTÉE LE 30 OCTOBRE

▀ Une réforme équilibrée avec quelques mesures très positives :

- ✓ Maintien d'un **régime unique** (petites et grandes copropriétés)
- ✓ Possibilité d'un **contrat de services**, en complément du contrat type
- ✓ Renforcement des pouvoirs du **conseil syndical** : vers plus d'efficacité
- ✓ D'autres mesures **fluidifiant la gestion**

▀ Mais une réforme incomplète en l'état : disparition de l'obligation d'un plan pluriannuel de travaux

- ✓ Une occasion manquée sur la **rénovation des bâtiments**
- ✓ **La FNAIM demande sa réintroduction par la loi**



Retrouvez l'enquête de la FNAIM auprès de 43 000 copropriétaires (mai 2019) :

https://www.fnaim.fr/cms_viewFile.php?idtf=4165&path=9d%2F4165_646_Resultats_Enquete_Copros_FNAIM_mai_2019.pdf



FOCUS 4 : LE DISPOSITIF DENORMANDIE DANS L'ANCIEN ACQUISITION DE LOGEMENTS ANCIENS AVEC TRAVAUX DE RÉNOVATION 244 COMMUNES CONCERNÉES

La FNAIM soutient ce dispositif attractif

Elle attend un premier bilan chiffré du Denormandie et du plan « *Action cœur de ville* »



Retours terrain : écho favorable mais méconnaissance de l'outil par les particuliers et les professionnels

Quid de la compréhension des dispositifs d'aide par les particuliers ?

La FNAIM a obtenu une extension du dispositif **à l'ensemble du territoire des communes éligibles** (et non plus aux seuls centres-villes)



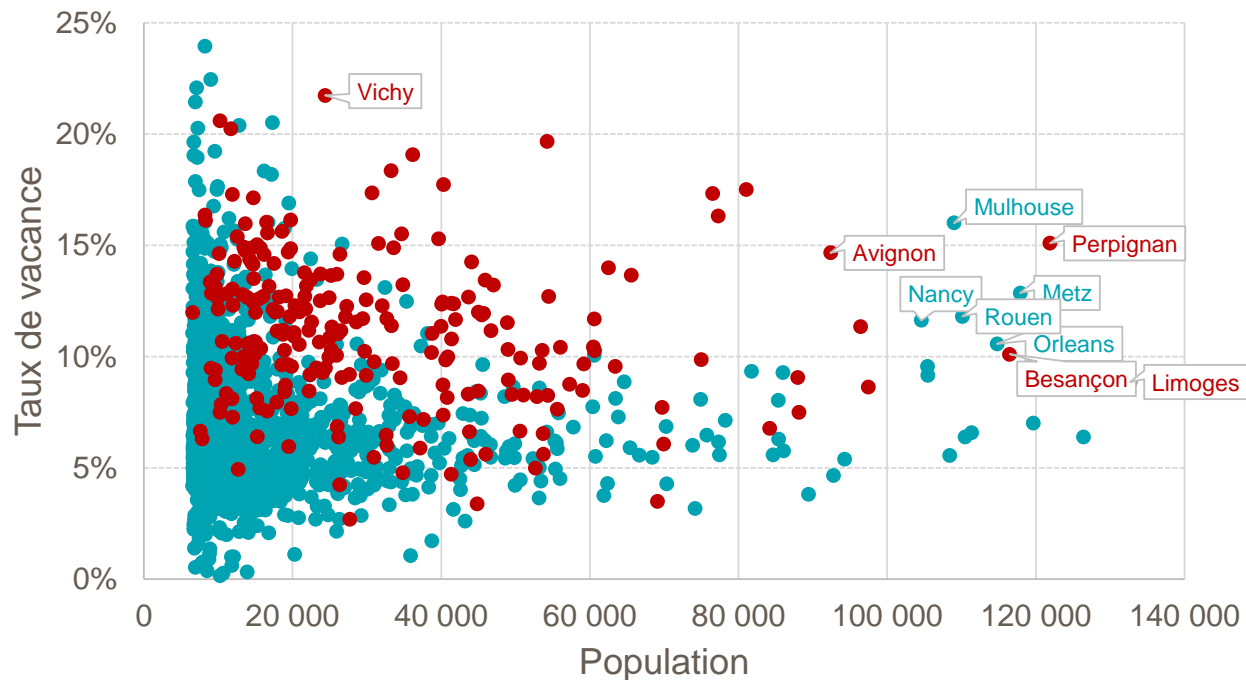
FOCUS 4 : LE DISPOSITIF DENORMANDIE DANS L'ANCIEN D'AUTRES VILLES POURRAIENT ÊTRE CONCERNÉES PAR LE DISPOSITIF

Source : INSEE (RP 2016)

UNE EXTENSION À D'AUTRES VILLES EST SOUHAITABLE,
PARTICULIÈREMENT LÀ OÙ LA VACANCE EST ÉLEVÉE

Taux de vacance et population par commune

(Source : INSEE, RP 2016, 1 556 communes de France ayant entre 6 500 et 133 000 habitants)



● Communes non éligibles Denormandie

● Communes éligibles

Lecture du graphique : Mulhouse, commune non éligible au dispositif Denormandie, a une population de 109 000 habitants et un taux de vacance de 16%.

ET EN 2020 ?

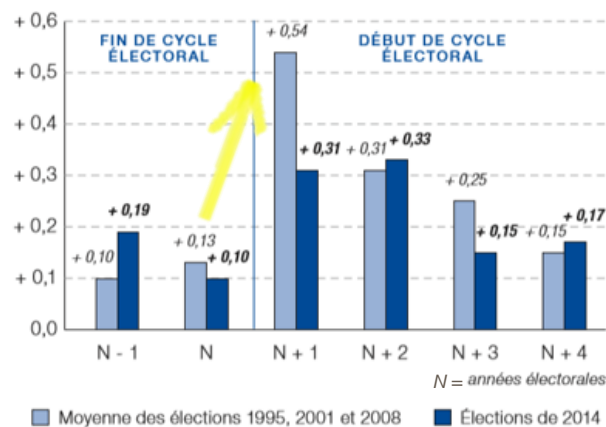
En 2020, quatre enjeux que la FNAIM suivra avec attention :

- ✓ La politique en matière de crédits et l'attitude des banques au T1 2020
- ✓ Le dispositif Denormandie trouvera-t-il sa place chez les investisseurs ?
Son extension pourrait le permettre
- ✓ L'accélération souhaitable de l'État en matière de rénovation énergétique

- ✓ La réforme de la **fiscalité locale**, dans contexte **élections municipales** :

- Quel impact sur la **taxe foncière** ? (taux et bases locatives)
- Effet « vases communicants » entre taxe d'habitation et autres taxes ?

Évolution en points des taux d'imposition dans le secteur communal, en fonction de la position dans le cycle électoral :



Source : DGFIP, REI.



LA LOI HOGUET : 50 ANS POUR CONSTRUIRE UNE BRANCHE PROFESSIONNELLE

Jean-Marc TORROLLION, Président de la FNAIM





50 ANS POUR CONSTRUIRE UNE BRANCHE PROFESSIONNELLE

- Le professionnel de l'immobilier est-il un **tiers de confiance**, un **auxiliaire de la politique du logement** ou un **commerçant** ?
- La profession a pris sa place dans la protection du consommateur : formations obligatoires, responsabilité civile professionnelle, garantie financière, code éthique et déontologique, ...
- Reconnaissance du titre
- Un contexte nouveau : le digital, Airbnb, risque d'uberisation ?





LES INITIATIVES DE LA FNAIM : LE CADUCÉE, NOUVEAU SYMBOLE DE LA PROFESSION

▶ Pour protéger professionnels et consommateurs :

- ✓ Après avoir obtenu la reconnaissance du titre en 2018, la FNAIM a lancé en novembre 2019 **un insigne pour les professionnels de l'immobilier**, soutenu par l'écosystème de la profession
- ✓ Un engouement des professionnels immédiat et sans précédent !

▶ Objectif 2020 : sa matérialisation réglementaire



Le rapport NOGAL : une continuité logique pour la loi HOGUET

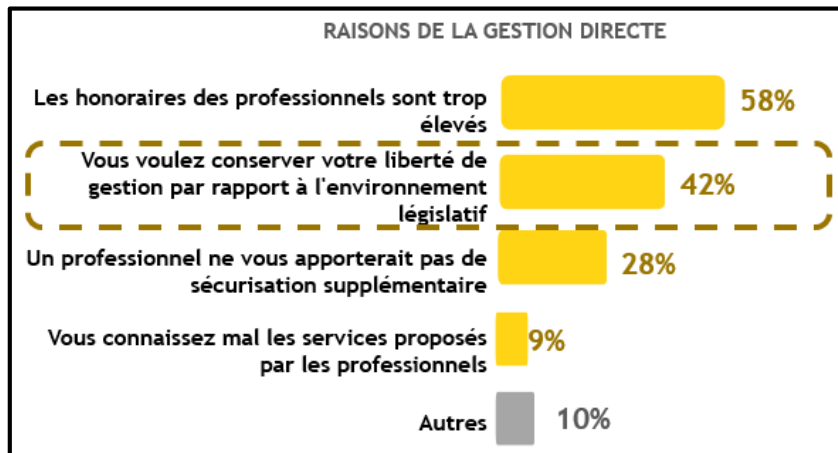
- ✓ Une véritable réflexion sur la place du parc locatif privé dans l'offre de logement des Français
 - ✓ L'affirmation que les professionnels sont la clé du rétablissement de la confiance entre locataires et propriétaires
- ✓ Ce qui semblait acquis au 14/01 matin :
 - Les professionnels conservent les dépôts de garantie des clients (séquestre)
 - Les professionnels pourraient être eux-mêmes séquestres du parc non intermédié
 - Mise en place d'une grille de vétusté
 - La loi ne s'appliquera qu'aux nouveaux mandats
- ✓ Une vraie interrogation au sujet du mandat de gestion avec obligation de résultat : doit-il être obligatoire ou non ?

VERS UNE PROPOSITION DE LOI DE NOGAL

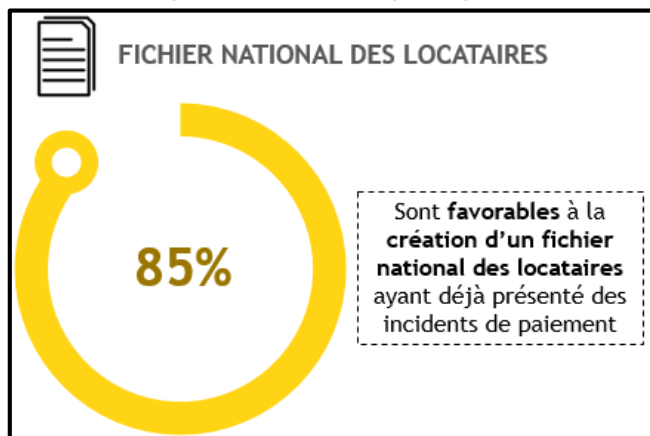
ENQUÊTE IFOP POUR LA FNAIM ET L'UNIS AUPRÈS DE 354 BAILLEURS PARTICULIERS EN GESTION DIRECTE (SANS PASSER PAR UN PROFESSIONNEL)



Vous assurez seul la gestion de votre bien immobilier / vos biens immobiliers, pour quelles raisons n'avez-vous pas eu recours à un professionnel ? (plusieurs réponses possibles)



Etes-vous favorable à la création d'un fichier national des locataires ayant déjà présenté des incidents de paiement, consultable par les professionnels ?



Seriez-vous prêt à confier à un professionnel la gestion de votre bien si la loi lui impose de vous garantir le paiement des loyers et charges ainsi que les dégradations immobilières et les frais de procédure, sans franchise ni délai ?



L'enquête complète de l'IFOP sur les bailleurs particuliers en gestion directe est disponible sur demande.





ANNEXES





ÉVOLUTION DES PRIX DE VENTE AU M² SUR UN AN

Source : FNAIM (au 10 décembre 2019)

Île-de-France		
Ensemble	4 662 €/m ²	+ 4,8 %
Appartements	5 944 €/m ²	+ 5,6 %
Maisons	3 257 €/m ²	+ 1,3 %

Rappel
2018
+ 4,1 %

Province		
Ensemble	2 286 €/m ²	+ 2,3 %
Appartements	2 820 €/m ²	+ 2,4 %
Maisons	2 054 €/m ²	+ 2,3 %

Rappel
2018
+ 2,1 %

Paris		
Appartements	10 187 €/m ²	+ 5,7 %

Rappel
2018
+ 5,9 %

DOM hors Mayotte		
Ensemble	2 621 €/m ²	+ 2,6 %
Appartements	2 681 €/m ²	+ 0,5 %
Maisons	2 604 €/m ²	+ 3,2 %

Rappel
2018
+ 5,2 %





ÉVOLUTION DES PRIX DE VENTE AU M² SUR UN AN

(APPARTEMENTS - 2019 / 2018)

Source : FNAIM (au 10 décembre 2019)

Capitales régionales			
COMMUNE	Prix 2018	Prix 2019	Évolution (en %)
Ajaccio	2 780	2 890	4,0
Bordeaux	4 576	4 647	1,6
Dijon	2 081	2 132	2,5
Lille	3 280	3 312	1,0
Lyon	4 003	4 230	5,7
Marseille	2 403	2 426	1,0
Nantes	3 062	3 286	7,3
Orléans	2 094	2 104	0,5
Paris	9 636	10 187	5,7
Rennes	2 844	2 945	3,5
Rouen	2 257	2 304	2,1
Strasbourg	2 747	2 775	1,0
Toulouse	2 629	2 746	4,4

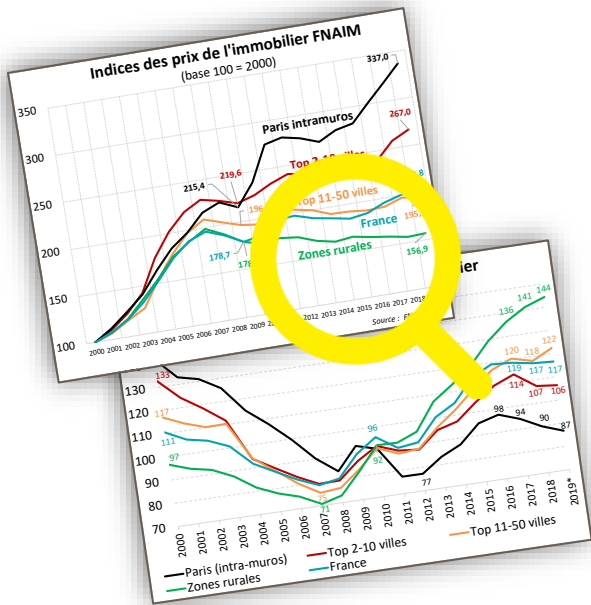
Hors capitales régionales			
COMMUNE	Prix 2018	Prix 2019	Évolution (en %)
Caen	1 978	2 103	6,3
Clermont-Ferrand	1 853	1 851	-0,1
Grenoble	2 338	2 364	1,1
Le Mans	1 447	1 456	0,6
Limoges	1 225	1 249	2,0
Metz	1 989	1 981	-0,4
Nancy	2 001	2 082	4,1
Nice	3 887	4 049	4,2
Nîmes	1 718	1 753	2,1
Saint-Étienne	1 059	1 078	1,8





LISTE DES 40 COMMUNES DU TOP 11_50 VILLES EN COMPLÉMENT DES GRAPHIQUES PAGES 12 ET 13

Source : Insee, RP 2013



	Commune	Population
11	Rennes	211 373
12	Reims	182 592
13	Le Havre	172 074
14	Saint-Étienne	172 023
15	Toulon	163 760
16	Grenoble	160 215
17	Dijon	153 003
18	Nîmes	150 564
19	Angers	150 125
20	Villeurbanne	147 192
21	Le Mans	144 244
22	Saint-Denis	142 442
23	Aix-en-Provence	141 545
24	Clermont-Ferrand	141 463
25	Brest	139 386
26	Limoges	135 098
27	Tours	134 803
28	Amiens	132 699
29	Perpignan	120 959
30	Metz	118 634

Source : Insee, RP 2013

	Commune	Population
31	Besançon	116 952
32	Boulogne-Billancourt	116 794
33	Orléans	114 375
34	Mulhouse	112 063
35	Rouen	110 755
36	Saint-Denis	109 343
37	Caen	107 229
38	Argenteuil	106 817
39	Saint-Paul	104 332
40	Montreuil	104 139
41	Nancy	104 072
42	Roubaix	95 866
43	Tourcoing	93 974
44	Nanterre	92 227
45	Avignon	90 305
46	Vitry-sur-Seine	90 075
47	Créteil	89 989
48	Dunkerque	89 882
49	Poitiers	87 427
50	Asnières-sur-Seine	86 020

Source : Insee, RP 2013

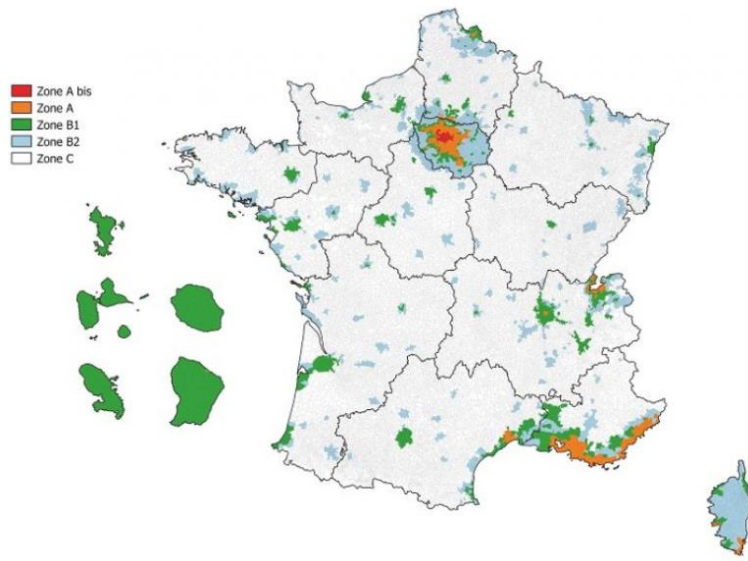




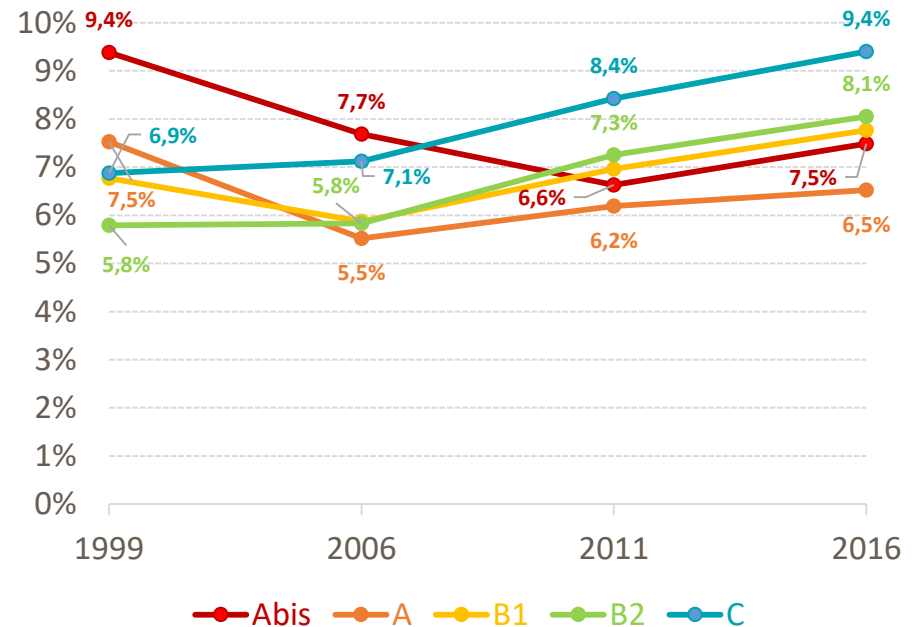
LOGEMENTS VACANTS SELON LE ZONAGE ABC

Source : INSEE, Ministère

- ✓ Hausse du taux de logements vacants entre 2006 et 2016, avec un taux particulièrement élevé en zone C.



Taux de logements vacants par zone de tension





VOLUME DE DONNÉES EXPLOITÉES DANS LE CALCUL DES INDICES DE PRIX FNAIM

- ✓ Depuis 2000, le volume annuel moyen des ventes de logements en France est de 805 000. Les professionnels de l'immobilier représentent environ 500 000 ventes annuelles. L'ensemble des adhérents FNAIM effectuent environ 215 000 ventes annuelles (27 % du marché).
- ✓ Le volume annuel moyen de références de prix de vente de logements exploité par la FNAIM depuis 2000 est d'environ **60 000** (données complètes). En complément, la FNAIM exploite également les données de 460 000 prix mandats annuels en moyenne.
- ✓ Dans le courant de l'année 2020, la FNAIM va également exploiter les données de la base DVF* qui contient les prix de vente de la quasi-totalité des ventes de logements en France depuis 2014.

* Demande de Valeurs Foncières (fichier fiscal mis à disposition en open data depuis avril 2019 par la DGFIP qui dépend du ministère de l'action et des comptes publics)



Document réalisé par

label@fnaim.fr



Relations presse : Agence GALIVEL & Associés

galivel@galivel.com

Tél.: 01 41 05 02 02

Reproduction autorisée sous réserve de la mention « Source : FNAIM »